

Le métal

PRINTEMPS 2015



Pour la classe moyenne!



**REFUSONS
L'AUSTÉRITÉ**

J'Y SERAI

**MANIFESTONS
LE 1^{ER} MAI**

Dans ce numéro

Dossier spécial sur la 50^e assemblée annuelle des Métallos /6 à 13

Pour la classe moyenne - éditorial/2-3

L'égalité, c'est mieux!/4

L'austérité, ou comment siphonner la classe moyenne/5

Se syndiquer pour la justice sociale/6

Regarder dans la colonne des revenus/7

La dégringolade du français au Québec/8

Des élections décisives/9

Fiers d'être métallos - célébrons la 50^e assemblée en photos/10-11

Les délégués ont voté/12

Message du directeur canadien et du président international /13

Responsabilité sociale des minières canadiennes/14

Une année exceptionnelle pour le Fonds humanitaire/15

Décisions /15

Hommage à Guy Farrell/16

Du café syndiqué à Sept-Îles/16

Fusion du STT/17

Rencontre nord-américaine des syndicats d'ArcelorMittal/18

Contrats - Mine du Lac Bloom en suspens/18-19

Le métallos

La revue du Syndicat des Métallos (FTQ)

Vol 48 numéro 1

565, Boulevard Crémazie Est, bureau 5100

Montréal, Québec, H2M 2V8

Téléphone : 514 382-9596/ 1 800 361-5756

Courriel : ccauchy@metallos.ca

Directeur : Daniel Roy

Responsable des communications : Clairandrée Cauchy

Graphisme : Lesley Stodart, Upperkut, Anne Brissette

Photos: Normand Rajotte, Daniel Mallette

Correspondant-e-s : Jeannot Bradette, Isabelle Bournival, Alain Frenette, Luc Laberge, Stéphane Paquet, Nancy Thibault, Mélanie Tremblay.

Collaboration : Jocelyn Desjardins, Daniel Mallette,

Personnel de soutien : Roseline Mongeon, Sophie Derome, Nathalie Leblanc, Marlyne Lessard.

Tirage 60 000, premier numéro, Janvier 1965

Imprimé par les syndiqué-e-s de l'Atelier Québécois

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec

Pour la classe moyenne



La classe moyenne est étouffée. Dans le grand jeu de serpents et échelles, elle a l'impression que les serpents se sont multipliés à une vitesse folle et que les échelles ont pratiquement disparu.

C'est un fait : la classe moyenne recule. Au début du siècle, les plus riches accaparaient une part importante de la richesse, jusqu'à la période d'après-guerre, alors que la syndicalisation est montée en flèche. Pendant une trentaine d'années, c'était un peu plus équilibré. Or, depuis le milieu des années 1980, c'est reparti de plus belle, la classe moyenne voit sa part des revenus décliner alors que celle des plus riches augmente démesurément. C'est particulièrement vrai aux États-Unis, où la syndicalisation a diminué radicalement ces dernières décennies.

Il ne faut pas se leurrer : les patrons ne donnent pas aux travailleurs leur part du gâteau de plein gré, il faut chaque fois la revendiquer, l'arracher. Il en va de même à l'échelle de la société : chaque gain pour le bien-être des familles, la sécurité des travailleurs, une meilleure redistribution de la richesse, des services publics de qualité est le résultat d'une volonté politique et d'un rapport de force au sein de la société.



Modèle social attaqué

Les syndicats jouent pour beaucoup dans la construction d'une société plus égalitaire. Ils contribuent non seulement à l'amélioration des conditions de travail localement, mais aussi à l'adoption de politiques publiques de redistribution de la richesse. C'est particulièrement vrai au Québec où le taux de syndicalisation est plus élevé que dans le reste de l'Amérique du Nord et où les inégalités sont moins marquées.

Mais voilà, ce modèle social est attaqué de plein fouet. Il l'est au fédéral par les conservateurs qui multiplient les coupures et les attaques contre les travailleurs et leurs syndicats : assurance-emploi, coupures dans les services publics, à Postes Canada, à Radio-Canada, dans l'inspection des aliments, dans la sécurité des transports...

Le modèle social est aussi mis à mal à Québec par les mesures d'austérité du gouvernement Couillard, qui retranchera 4 milliards \$ à l'économie québécoise cette

année. Ce gouvernement attaque aussi de front les employés du secteur public en proposant une hausse totale de 3 % en 5 ans, un net recul du pouvoir d'achat qui risque de se répercuter sur la capacité de négocier des salaires acceptables par la suite dans le secteur privé.

Ces gouvernements regardent toujours du côté des dépenses et jamais du côté des revenus pour équilibrer le budget. Résultat : les banques sont moins taxées, les entreprises laissent dormir de l'argent plutôt que de créer de l'emploi et investir en machinerie ou en recherche et développement. Et les riches en ont plus dans leurs poches.

D'importants rendez-vous arrivent, avec les prochaines élections fédérales en 2015 et les manifestations contre l'austérité libérale.

Soyons du nombre! Aidons à faire la différence pour que la classe moyenne tire mieux son épingle du jeu.

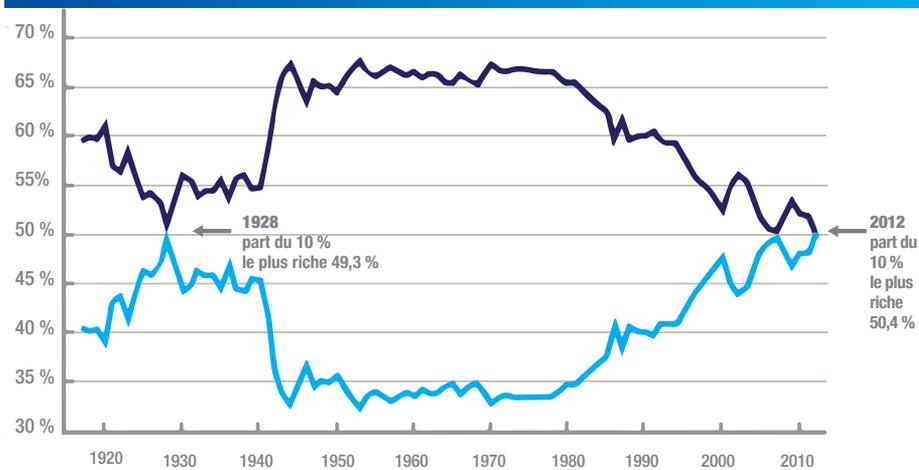
Daniel Roy
Directeur québécois des Métallos




Empêchons les conservateurs de faire plus de dommage aux prochaines élections fédérales!

Les 10 % d'Américains les plus riches accaparaient dans les années 1920 la moitié de la richesse. Après une redistribution plus équitable de celle-ci pendant la période de l'après-guerre, les inégalités sont aujourd'hui remontées de plus belle. La même tendance s'observe au Canada, où la richesse se concentre davantage dans les mains des plus riches, excepté que la remontée n'est pas aussi forte qu'aux États-Unis. C'est probablement en raison des programmes sociaux et de la plus forte présence syndicale.

PART DE REVENU AUX ÉTATS-UNIS, 1917-2012 GAINS EN CAPITAUX INCLUS



90 % DE LA POPULATION LA MOINS RICHE

LA PART DU 10 % LE PLUS RICHE

SOURCE : THOMAS PIKETTY ET EMMANUEL SAEZ

Les plus riches s'enrichissent

Avec les politiques d'austérité, les baisses d'impôts aux plus riches et aux entreprises, l'argent est siphonné vers le haut et la classe moyenne diminue. Le 1 % des plus riches québécois accaparait 5,2 % de la richesse après impôts en 1982 et 8,3 % en 2010. On essaie toujours de faire croire qu'il faut créer de la richesse avant de la redistribuer, mais en période de prospérité, alors qu'il se créait de la richesse, celle-ci n'a fait que se concentrer dans le haut de la pyramide.



L'égalité, c'est mieux

La dégringolade de la classe moyenne et la montée des inégalités n'augurent rien de bon. Une classe moyenne forte, ça signifie une société plus égalitaire.

Des chercheurs ont récemment montré que les pays plus égalitaires ont moins de problèmes sociaux, tandis que les pays plus inégalitaires ont plus de difficultés.* C'est ce qu'on constate en analysant une série d'indicateurs sur le bien-être dans les sociétés en fonction des inégalités. Parmi les pays développés, ça va systématiquement mieux là où les écarts de richesse sont plus petits. Les enfants sont plus instruits, les gens sont plus en santé, vivent plus longtemps, il y a moins de grossesses adolescentes, de suicides ou d'obésité. Il y a aussi moins de criminalité.

Sur le graphique, on constate que dans les pays plus inégalitaires (vers la droite), la population éprouve davantage de problèmes sociaux (vers le haut). Les États-Unis sont presque en train de sortir du tableau tellement la situation y est inégalitaire et les problèmes sociaux, criants.

Dans le peloton du milieu, pas trop loin de la France, on trouve le Canada. En bas à gauche, on peut voir que les champions de l'égalité sont les pays scandinaves et le Japon. Le Québec serait quant à lui en meilleure posture que le Canada, plus égalitaire.

Selon les chercheurs, dans les pays développés où la plupart des gens peuvent manger à leur faim et avoir un toit sur la tête, une meilleure redistribution de

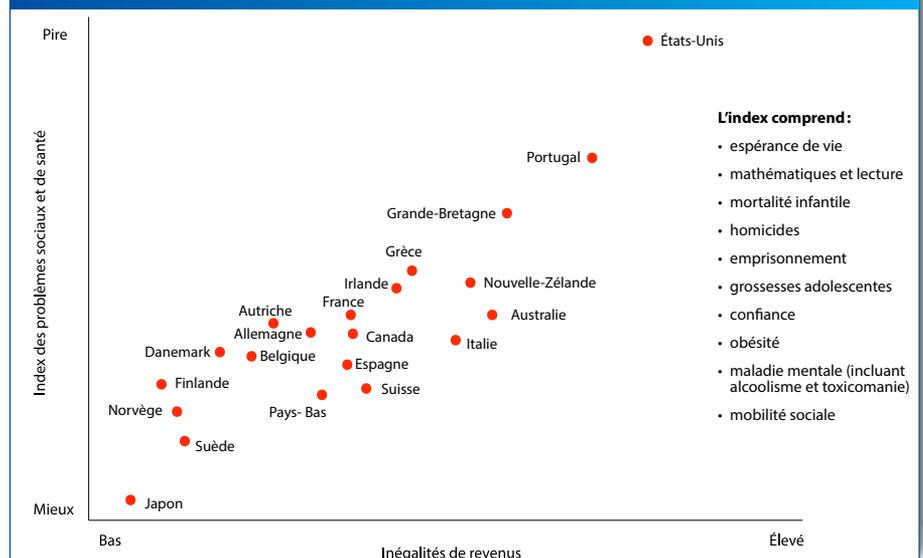
la richesse a plus d'effet sur le bien-être des gens qu'un accroissement de la richesse totale du pays. Bref, mieux vaut plus d'égalité qu'un plus grand produit intérieur brut (PIB). En outre, les chercheurs ont remarqué que toutes les classes de la société bénéficient de l'égalité, pas seulement les plus pauvres. À tout prendre, il vaut mieux vivre dans une société égalitaire, où les gens sont plus en santé, où les enfants ont des chances d'améliorer leur sort et où le monde vit plus en paix.

C'est possible grâce à des choix de

société. On souligne régulièrement le caractère distinct du Québec, le fameux modèle québécois. Oui, on paie plus d'impôts, mais il y a une meilleure redistribution de la richesse, davantage de programmes sociaux, des garderies, des congés parentaux, une éducation plus accessible... C'est ce qui fait qu'on vit mieux ici. Le Québec est d'ailleurs plus égalitaire que le reste du Canada et beaucoup plus que les États-Unis.

* WILKINSON, Richard et Kate PICKETT. *L'égalité, c'est mieux. Pourquoi les écarts de richesse ruinent nos sociétés*, Éditions Écosociété, septembre 2013, 370 pages

LES PROBLÈMES SOCIAUX ET DE SANTÉ SONT PIRES DANS LES PAYS PLUS INÉGAUX



La spirale de l'austérité

On assiste à une vraie spirale. Le gouvernement réduit ses dépenses, abaisse les revenus des employés du secteur public et du secteur municipal. Les compressions dans les services entraînent des pertes d'emplois, l'économie tourne au ralenti, ça occasionne d'autres pertes d'emplois dans le secteur privé, moins de services, plus de problèmes sociaux et à terme, moins de revenus pour l'État. Et de temps en temps, quand les élections approchent, les politiciens donnent quelques bonbons électoraux sous forme de baisses d'impôts, qui ne compensent aucunement la diminution de services.



Austérité. Nouveau mot à la mode... En théorie, c'est une politique économique qui vise soit à réduire les dépenses publiques ou à augmenter les revenus de l'État. Dans les faits, les gouvernements, à Québec comme à Ottawa, ont davantage tendance à couper radicalement dans les dépenses publiques et les salaires des travailleurs du secteur public qu'à aller chercher de nouveaux revenus chez les plus riches et les entreprises.

Avec ses compressions budgétaires de l'ordre de 4 milliards \$ pour 2015, le gouvernement du Québec va faire disparaître d'un trait 1 % du PIB. Tout y passe : compressions dans l'éducation,

L'AUSTÉRITÉ

ou comment siphonner la classe moyenne

dans la santé, dans la protection de l'environnement, dans le développement régional, dans les municipalités, l'aide sociale, les carrefours jeunesse-emploi, l'action communautaire. De l'autre côté, on fait payer davantage la classe moyenne, notamment avec la hausse vertigineuse des tarifs de garderie...

Officiellement, c'est pour rétablir l'équilibre budgétaire. Si la plupart s'entendent sur le principe, plusieurs questionnent le calendrier, alors que la reprise économique est lente. Il faut dire que le déficit réel du gouvernement québécois, soit un sixième du déficit ontarien.

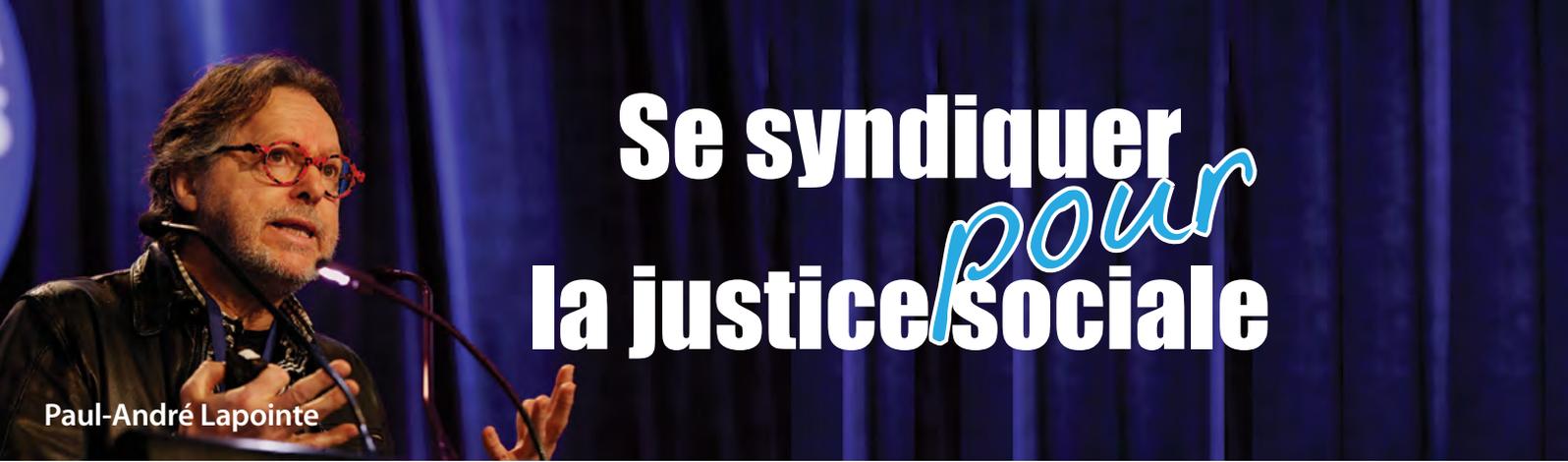
«Le plan du gouvernement, c'est pas tant l'équilibre budgétaire, c'est une stratégie néolibérale de transformation de l'État, de privatisation, de restriction des services... C'est aussi pour commencer à offrir des baisses d'impôts dans un an ou deux en période électorale», explique le chercheur de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques

Philippe Hurteau, qui a démythifié l'austérité lors du grand rassemblement du collectif Refusons l'austérité au début février à Québec.

Or, la classe moyenne y perd au change. «Quand on baisse l'impôt des particuliers, on donne 15-20 \$ aux gens de la classe moyenne, mais on donne 1500 \$ à ceux qui ont de plus hauts revenus. Pour la majorité de la population, c'est beaucoup plus important d'avoir des écoles bien financées, des garderies bien accessibles, de moins avoir besoin de recourir au privé pour des tests, ça améliore bien plus la qualité de vie qu'une chimérique baisse d'impôts de quelques dizaines de dollars», illustre le chercheur.

Cette logique vaut autant à Québec qu'à Ottawa, où en plus de couper dans les services publics, de faire cesser le service postal, de faire la peau à Radio-Canada, on affame les chômeurs avec le saccage de l'assurance-emploi. Tout ça, pour en bout de ligne jeter en pâture aux électeurs quelques baisses d'impôts ridicules.





Paul-André Lapointe

Se syndiquer pour la justice sociale

La dynamique économique actuelle est inégalitaire, menace la cohésion sociale et entraîne une diminution de la qualité de vie des Canadiens. Voilà le message livré par le professeur Paul-André Lapointe, qui enseigne les relations industrielles à l'Université Laval.

Malgré l'accroissement de la productivité des travailleurs canadiens, le chercheur constate une augmentation des inégalités sociales, qu'il associe au déclin du pouvoir des organisations syndicales depuis 30 ans.

« La productivité s'accroît, mais la richesse dégagée est mal répartie entre cadres et salariés [...] le 1 % des salariés les mieux nantis (cadres) a capté plus de 40 % de cette valeur ajoutée », constate Paul-André

Lapointe. Cette stagnation des salaires entraîne une diminution du pouvoir d'achat de la classe moyenne, et ce, partout en Amérique du Nord.

Les syndicats perdent du terrain, la classe moyenne s'affaiblit

On assiste aujourd'hui à une polarisation des classes de salariés, fait valoir le chercheur. Les cols bleus et les cols blancs, fortement syndiqués et qui constituent l'essentiel de la classe moyenne, perdent du terrain au profit des cadres de haut niveau et des travailleurs au bas de l'échelle. On est maintenant confrontés à un nouveau « régime de relations de travail », où le rapport de force des travailleurs diminue.

Le sociologue illustre cette tendance en soulignant que la majorité des conflits de travail sont maintenant des lockouts. « Nous n'allons plus en conflit de travail pour faire des gains, mais pour conserver nos acquis. [...] Ce sont les patrons qui mettent leurs propres travailleurs sur le trottoir afin d'imposer leurs idées. »

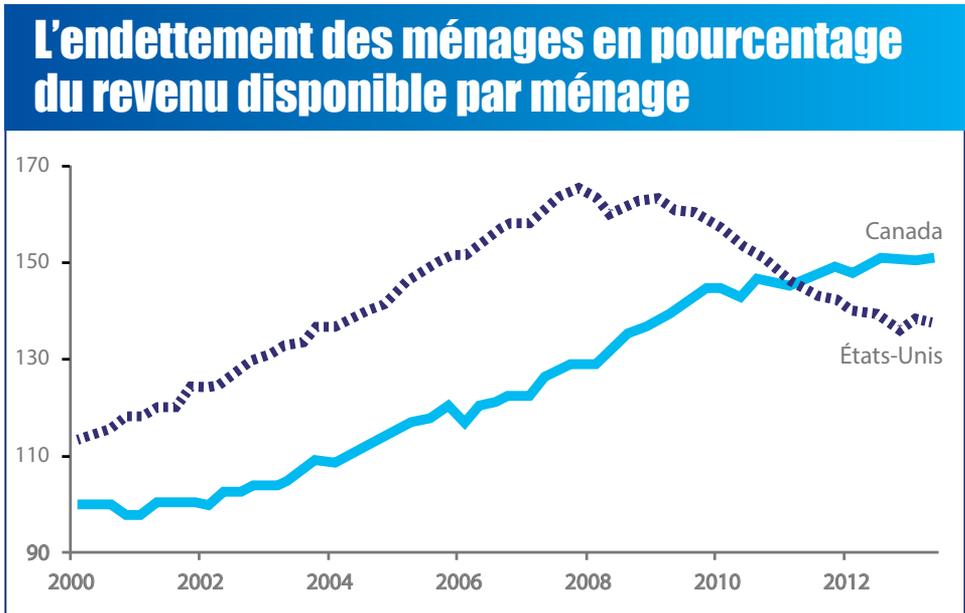
Selon Paul-André Lapointe, il faut absolument rééquilibrer les forces en revitalisant le mouvement syndical et en recrutant les travailleurs au bas de l'échelle. Les syndicats ont toujours un rôle essentiel à jouer pour le partage équitable de la richesse, la justice sociale et l'amélioration de la qualité de vie de l'ensemble de la population.

Jeannot Bradette
correspondant

Des familles endettées

Les revenus de la classe moyenne stagnent. Mais les besoins dans notre société de consommation sont de plus en plus grands. Pour suivre le rythme, la classe moyenne s'endette. Les gouvernements réduisent leur déficit et leur dette, mais parallèlement, les individus s'endettent.

De 100 % en 2000, le taux d'endettement des Canadiens est passé à 164 % l'an dernier: un record. Pour chaque dollar gagné dans une année, les Canadiens en doivent 1,64 \$. Notons que l'endettement des Américains a diminué avec la crise de 2008. Les gens ont fait faillite en grand nombre et ont hésité à se réendetter. Les ménages canadiens ont quant à eux continué à s'endetter, ce qui inquiète d'ailleurs les économistes.



Regarder dans la colonne des revenus



Robert Laplante

« *La mission d'une institution est de passer le flambeau et de s'assurer que les combats d'une génération mettent la table pour les victoires de la prochaine* », a fait valoir d'entrée de jeu le directeur général de l'Institut de recherche sur l'économie contemporaine (IREC), Robert Laplante, en s'employant à déboulonner des mythes sur les finances publiques.

L'élite économique tente de faire croire que les finances publiques sont dans un marasme épouvantable, pour mieux faire avaler ses réformes idéologiques qui n'ont rien à voir avec la situation réelle, souligne le chercheur. Or, on regarde toujours du côté des dépenses – comme la santé, l'aide aux familles, l'éducation, la sécurité publique – alors que le problème est plutôt du côté des revenus. Les taux d'imposition ont subi une baisse remarquable depuis quelques années, particulièrement chez les plus riches.

Donc si l'État manque d'argent, c'est simplement parce qu'il a renoncé à le collecter. En comparant les grandes villes du Québec avec une cinquantaine de villes dans le monde, on constate que c'est ici que le taux d'imposition des entreprises est le plus bas. Pourtant, les grandes entreprises n'investissent pas ici : elles profitent des faibles taux d'imposition et gardent l'argent dans leurs coffres. Certaines entreprises étrangères viennent même s'implanter ici parce qu'elles se sont rendu compte que le Canada devient une sorte de « paradis fiscal », avec ses taux d'imposition plus bas qu'ailleurs.

Le Québec a aussi un problème de déséquilibre fiscal : les paiements de transferts fédéraux ont diminué de 5 % au cours des dernières années. Ces transferts fédéraux ne sont pourtant pas du « quémandage » comme le précise le

chercheur Robert Laplante. Les Québécois pâtissent des choix du gouvernement fédéral, qui détourne ainsi 50 millions \$ perçus de nos impôts auparavant alloués pour nos programmes sociaux. Ottawa

« *Plutôt que de s'égosiller pendant encore cinquante ans, nous pouvons aussi changer de régime* »

Robert Laplante

décide plutôt de réduire les impôts des entreprises ou encore d'augmenter les dépenses de défense militaire.

Pour rétablir l'équilibre, Robert Laplante suggère d'accroître la contribution des plus riches, d'imposer aux entreprises une taxe sur le risque environnemental, de revoir les conditions des comptes d'épargne libre d'impôt qui permettent aux banques d'engranger plus d'épargne sans que l'État ne touche de revenus sur les intérêts de ces placements-là.

Il est aussi possible d'aller à la source du problème : « *Plutôt que de s'égosiller pendant encore cinquante ans, nous pouvons aussi changer de régime* », lance-t-il en terminant.

Isabelle Bournival
correspondante

Taux d'impôt des entreprises au Canada

Le taux fédéral d'imposition des entreprises est aujourd'hui parmi les plus bas. Pourtant, les grandes entreprises n'investissent pas ici : elles profitent des faibles taux d'imposition et gardent l'argent dans leurs coffres.



La DÉGRINGOLADE du français au Québec

« Si on ne protège pas la langue française au Québec, c'est possible qu'en une génération le Québec devienne comme Sudbury » - Leo Gerard, président international

« **Quand** j'étais jeune, on pouvait vivre en français à Sudbury. Aujourd'hui, 25 ans plus tard, il ne reste qu'une école française dans la ville, on ne peut plus vivre en français à Sudbury », a confié le président international des Métallos Leo Gerard, à la suite de la conférence du chercheur Charles Castonguay sur le français au Québec.

La conférence a suscité un véritable cri du cœur du président international: « Si on ne protège pas la langue française au Québec, c'est possible qu'en une génération le Québec devienne comme Sudbury. »

Pourtant, depuis que le Canada existe et pendant tout le 20^e siècle, le poids du français s'était toujours maintenu au-dessus de 80%, diminuant légèrement en période de forte immigration et remontant ensuite en raison de la forte natalité. Mais depuis le début des années 2000, la dynamique au Québec a complètement changé.

Le poids de l'anglais se maintient et celui du français dégringole. Ce dernier se situerait désormais sous la barre du 77%, souligne le chercheur. Il note toutefois que la décision du gouvernement Harper de mettre la hache dans les questionnaires de Statistique Canada complique l'accès à de bons chiffres depuis 2006.

Selon le chercheur, trois grandes raisons expliqueraient la dégringolade du français:

1. En 2003 le gouvernement Charest a augmenté le nombre de nouveaux immigrants de 50 000 à 55 000 par année et la beaucoup d'entre eux ne parlent pas le français.

2. Les anglais ne quittent plus le Québec pour aller dans les autres provinces du Canada.
3. On parle davantage l'anglais dans le domaine public et en particulier au travail. Il y a dans la région de Montréal environ 50 000 personnes qui parlent le français à la maison mais qui parlent l'anglais au travail.

Le chercheur estime que les allophones sont plus susceptibles d'adopter l'anglais comme langue utilisée à la maison s'ils sont déjà tenus de parler en anglais au travail.

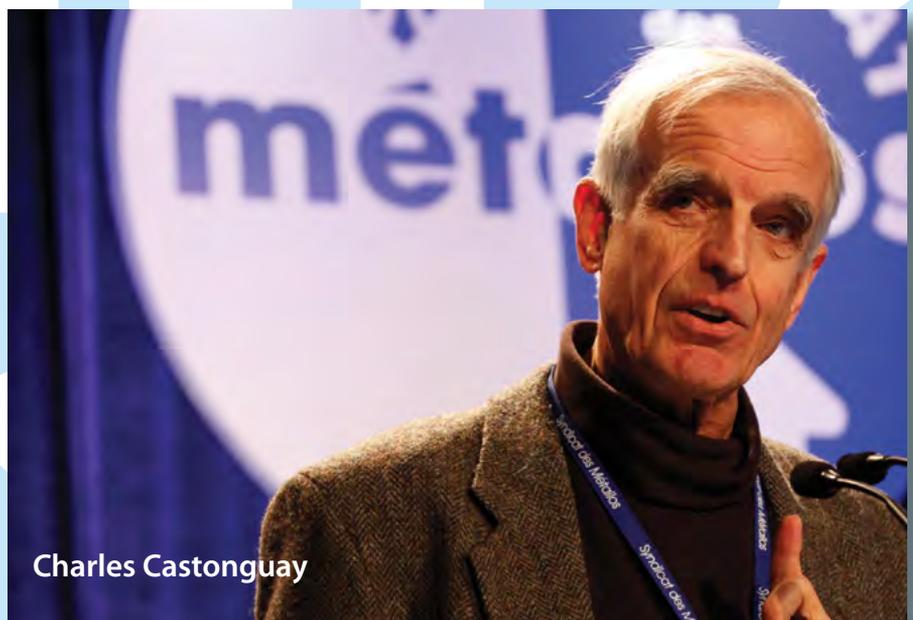
Il faut obliger les employeurs à respecter la langue officielle du Québec, fait-il valoir. Si tel était le cas, il devrait y avoir six fois plus d'allophones qui se francisent que d'allophones qui s'anglicisent. Malgré la loi 101, on voit que le français recule.

L'anglais demeure la « langue de la piastre », comme l'appelait René Lévesque. Il semblerait que la maîtrise de l'anglais soit plus payante que celle du français.

Le chercheur ne fonde pas beaucoup d'espoir sur le gouvernement de Philippe Couillard pour améliorer la condition du français au Québec. « Ce gouvernement est nocif pour le français au Québec. » Il y a pourtant urgence en la matière, pour que le Québec ne devienne pas un géant Sudbury où la langue française appartient seulement au folklore.

Soyons fiers de notre langue, au travail, comme dans les commerces, dans la rue, à l'école, dans notre culture. Fiers du Québec en français.

Luc Laberge
correspondant



Charles Castonguay

Ensemble pour sortir Harper

C'est un appel à tous qu'à lancé le président de la FTQ, Daniel Boyer, afin de défaire le gouvernement conservateur d'Harper aux prochaines élections fédérales et contrer ses mesures d'austérité « antisociales ». Il demande aux militants et militantes de voter stratégiquement là où les conservateurs ont des chances de l'emporter.

Le syndicaliste veut envoyer un message clair au gouvernement fédéral contre les lois antisyndicales. Il dénonce la perte de 35 000 emplois dans la fonction publique et le démantèlement de l'État au détriment des services à la population.

Daniel Boyer s'inquiète également du discours des libéraux au Québec qui ressemble de plus en plus à celui de la Coalition Avenir Québec (CAQ). Nos programmes sociaux ne peuvent être sacrifiés pour atteindre le déficit zéro.

Les libéraux de Philippe Couillard estiment à 3,2 milliards \$ l'écart

**REFUSONS
L'AUSTÉRITÉ**

qui sépare le Québec de l'équilibre budgétaire. « *Le projet de loi 10 du ministre de la Santé Gaétan Barrette, que personne n'appuie sauf les chambres de commerces et le secteur privé, ne permettra que 220 millions \$ d'économie sur 3,2 milliards \$.* » Québec s'apprête à chambouler tout le secteur de la santé pour d'hypothétiques économies de 220 millions \$ en 2018, dénonce-t-il.

Le président de la FTQ estime que le gouvernement parle des deux côtés de la bouche, en disant de côté être « ouvert à un dialogue social » et de l'autre côté permettre de renier les ententes passées sur les retraites avec les employés du secteur municipal. « *C'est plutôt un monologue antisocial* » que



Daniel Boyer

Nos programmes sociaux ne peuvent être sabordés pour atteindre le déficit zéro.

nous servent les libéraux de Couillard.

Finalement, Daniel Boyer invite tous les québécois à témoigner des impacts que les mesures d'austérité et les coupures ont sur leur vie et celle de leur famille à l'adresse coupes@ftq.qc.ca.

Jeanot Bradette
correspondant

Les prochaines élections fédérales seront décisives pour la classe moyenne et le mouvement syndical. En cette fin de mandat, le Parti conservateur multiplie les coupures, les politiques d'austérité, les attaques antisyndicales. Voilà qui n'augure rien de bon s'il devait être réélu en 2015.

Selon certains analystes, on peut pratiquement prédire le résultat du vote à l'avance dans environ 60 % des circonscriptions. À moins d'une vague exceptionnelle, comme celle du NPD au Québec en 2011, c'est donc seulement 40 % des circonscriptions qui seront en réelle bataille en 2015.

Si la majeure partie de ces circonscriptions plus « serrées » sont en Ontario, au Québec on estime qu'entre cinq et 12 circonscriptions pourraient élire des conservateurs. Cinq sont des châteaux forts conservateurs et sept autres sont à risque de basculer dans le giron conservateur : Beauport-Limoilou, Charlesbourg-Haute-St-Charles, Jonquière, Louis-St-Laurent, Louis-Hébert, Portneuf-Jacques-Cartier et Montmagny-L'Islet-Kamouraska-Rivière-du-Loup.

Ceux qui veulent barrer la route aux conservateurs devront travailler fort. Il est possible de participer aux campagnes dans les circonscriptions ciblées, s'informer sur la situation dans sa circonscription et encourager les gens à voter pour tout parti qui n'est pas conservateur.

En 2010, alors qu'un gouvernement antisyndical sévissait en Australie, les syndicats s'étaient mobilisés pour mener une campagne contre les conservateurs sur tous les fronts, sur Internet, sur le terrain via des blitz téléphoniques, des réunions, du porte-à-porte et des publicités télévisées. Les syndicats ciblaient 21 circonscriptions et le gouvernement en a perdu 25.

Mélanie Tremblay
correspondante

Des élections décisives

Appel aux militants métallos

Ceux et celles intéressés à faire campagne pour contrer l'élection de conservateurs lors des prochaines élections peuvent transmettre leur coordonnées à dmallette@metallos.ca

Fiers d'être métallos!

La 50^e assemblée annuelle s'est tenue du 19 au 21 novembre à Montréal sur le thème «*Fiers de nos racines, fiers de notre action, fiers d'être syndiqués*». Voilà 50 ans, le premier directeur élu des Métallos, Jean Gérin-Lajoie, réunissait pour la première fois les sections locales du Québec dans une assemblée, affirmant ainsi l'identité francophone et québécoise de notre syndicat. Fort de ses 78 ans de présence au Québec et de ses 50 assemblées annuelles, les Métallos ont célébré leur histoire, le chemin parcouru, les combats menés, les militants qui se sont impliqués.



Un hommage a été rendu aux directeurs qui se sont succédé à la tête du Syndicat des Métallos. On reconnaît au centre, le premier directeur élu, Jean Gérin-Lajoie (1965-1981). Sur la photo, on voit aussi de gauche à droite Arnold Dugas (1994-2000), Clément Godbout (1981-1991), l'actuel directeur Daniel Roy (depuis 2007), Michel Arseneault (2000 à 2007) et Lawrence McBrearty (1991-1994). Pour souligner les 50 ans d'histoire, les coordonnateurs régionaux des Métallos ont d'ailleurs fait lecture d'extraits de rapports du directeur au fil des années.



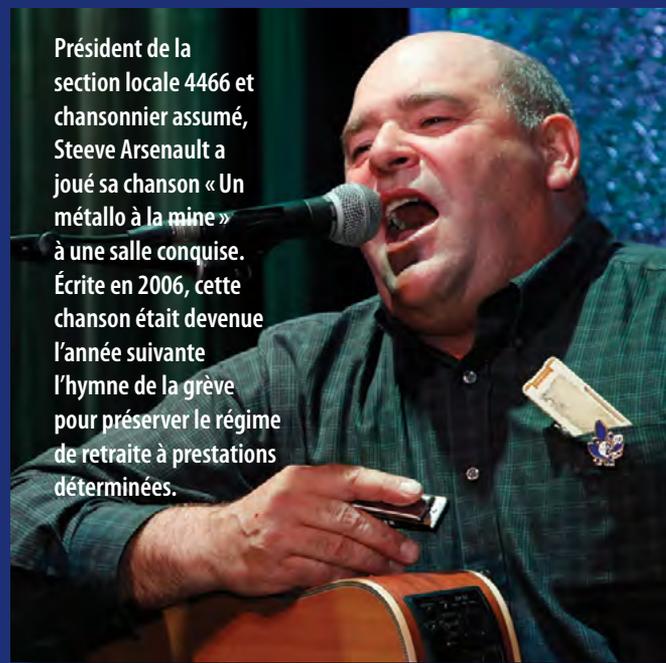
La salle s'est levée d'un bond pendant la soirée de célébration pour entonner la chanson «*Debout sur les lignes*», du chanteur militant de la section locale 9490 chez Rio Tinto Alcan à Alma, Guy Larouche. Cette chanson avait été composée pendant le lockout de six mois en 2012.

Une soirée de célébration HAUTE EN COULEURS

Le temps d'une chanson, le directeur québécois Daniel Roy a troqué la chemise et le complet pour un chapeau rétro et une baguette de batteur. Quelques talents métallos se sont révélés lors d'un numéro spécial, soit Roch Drapeau, Richard Boudreault, Martin Courville, Sylvie Gagnon et Nathalie Lapointe.



Président de la section locale 4466 et chansonnier assumé, Steeve Arsenault a joué sa chanson « Un métallo à la mine » à une salle conquise. Écrite en 2006, cette chanson était devenue l'hymne de la grève pour préserver le régime de retraite à prestations déterminées.



Secrétaire au bureau régional des Métallos de la Côte-Nord, Sylvie Doiron est aussi une excellente interprète. C'est une prestation sublime qu'elle a donnée lors de la soirée anniversaire de la 50^e assemblée annuelle avec le groupe Réveil Alfred. La piste de danse n'a pas dérogé de la soirée.





Résolution d'urgence – emploi

- Pour essayer de trouver des solutions pour le maintien des opérations de la minière Cliffs;

Action syndicale

- Pour que le Syndicat des Métallos soit solidaire des grévistes de Crown et appuie la campagne « Non aux canettes »;
- Pour soutenir les métallos du rail poursuivis au criminel pour la tragédie de Mégantic, notamment en invitant à contribuer au Fonds de justice;
- Pour appuyer le projet Hommage aux militantes du Comité de Condition féminine afin de mettre en valeur la participation des femmes militantes dans nos structures;
- Pour encourager les membres à adhérer aux Fonds Métallos;
- Pour soutenir l'utilisation du français en milieu de travail, notamment en veillant à la présence d'un comité de francisation en milieu de travail;

Action politique

- Pour que le Syndicat des Métallos continue son travail essentiel de négociation collective en faveur des membres et appuie des politiques publiques favorisant une meilleure redistribution de la richesse et une classe moyenne forte;
- Pour dénoncer et attaquer les politiques d'austérité du gouvernement libéral ainsi que mettre de l'avant une alliance des acteurs progressistes du Québec;
- Pour appuyer la coalition pour la libre négociation dans le secteur municipal;

- Pour participer aux efforts de vote ciblé non partisan et offrir son aide aux candidats progressistes dans des circonscriptions clés;
- Pour faire pression pour préserver les emplois dans les cimenteries actuelles, dans le contexte du projet de cimenterie à Port-Daniel;
- Pour inciter le gouvernement à modifier les ententes entre le gouvernement et Rio Tinto Alcan afin que l'énergie rachetée à RTA ne le soit qu'en cas de besoin pour Hydro-Québec et ce, au prix coûtant;
- Pour faire pression sur la Régie du bâtiment du Québec et les ministères concernés afin que la construction de grands bâtiments en bois d'ingénierie soit autorisée;
- Pour appuyer le mouvement des femmes autochtones et demander une commission d'enquête nationale sur la violence faite aux femmes autochtones;

Santé et sécurité

- Pour intervenir auprès des gouvernement provincial et fédéral afin de sensibiliser à la nécessité d'appliquer la loi Westray (afin que les employeurs puissent être reconnus coupables au sens criminel en cas de décès au travail);
- Pour faire pression afin de réduire les normes de concentration d'exposition au monoxyde de carbone, dioxyde de soufre et dioxyde d'azote;

Solidarité internationale

- Pour soutenir le droit des travailleurs mexicains d'appartenir à des syndicats démocratiques et indépendants.

La politique est im

C'est un plaidoyer contre les politiques antisyndicales des conservateurs qu'est venu livrer le directeur canadien des Métallos, Ken Neumann, aux délégués réunis à l'assemblée annuelle.

Il a également félicité le District 5 du Québec, les sections locales et les membres pour la solidarité dont ils ont fait preuve envers les travailleurs accusés en lien avec la tragédie de Lac Mégantic. « *Cet accident a été rendu possible en raison de la cupidité de la compagnie et de la négligence du gouvernement. Les dirigeants ne sont pas*

Ce que nous légu

« *Pensons à ce que nous léguons à nos enfants* », voilà un des messages importants lancé par le président international des Métallos, Leo Gerard, lors d'une allocution empreinte d'émotion et teinté d'un humour bien à lui.

« *Il faut se préparer à la bataille, pas seulement en négociation mais aussi pour les élections fédérales et provinciales. Nous devons voter pour un gouvernement plus social-démocrate,*

Violence envers le

La présidente de la SI 8922, qui représente les 14 000 agents de sécurité, Lucie Rochon, a fait un vibrant témoignage lors de l'assemblée annuelle en faveur d'une commission d'enquête sur la violence envers les femmes autochtones.

Membre de la Nation crie, elle a été arrachée à sa famille dès la plus tendre enfance, sous prétexte de lui apprendre les mœurs québécoises et catholiques. C'est

Lancement du liv

Un livre relatant l'histoire des Métallos du Québec depuis 1981 a été lancé lors de la soirée de gala célébrant la 50^e assemblée annuelle. Intitulé « *Les Métallos du Québec, tome 2, 1981-2014* », cet ouvrage fait suite à l'histoire des Métallos écrite par le premier directeur élu, Jean Gérin-Lajoie, en 1981, qui décrivait le parcours des Métallos de sa naissance au Québec.

importante pour les travailleurs – Ken Neumann

tenus responsables. C'est un détournement de la justice. On voit bien à quel point les conservateurs se foutent des travailleurs», a affirmé M. Neumann, soulignant que le budget de la sécurité dans les transports avait été amputé de 20%.

Il a souligné les dégâts faits par les conservateurs dans les lois du travail, alors qu'il sera désormais plus difficile de se syndiquer pour les travailleurs sous juridiction fédérale (banques, transport, télécommunications, postes) et plus facile de se désyndiquer. De plus, les lois fédérales protégeront beaucoup moins bien la santé

des travailleuses et travailleurs, restreignant leur capacité à refuser d'exécuter des tâches dangereuses.

« Cette année aura lieu l'élection la plus importante de nos vies. Qu'on vienne du Québec, du Canada ou des États-Unis, les Métallos, nous héritons d'une longue tradition de mobilisation politique. On croit que la politique est importante pour les travailleurs, pour nos communautés », a fait valoir Ken Neumann, pressant les métallos du Québec à s'engager dans la bataille électorale contre les conservateurs.



ons à nos enfants – Leo Gerard

plus progressiste», a fait valoir Leo Gerard, invitant les délégués à amener la discussion dans les différents milieux de travail.

« Aux États-Unis, il y a la droite de fous et la droite de 'criss' de fous. Les Américains ont choisi la droite de fous », a poursuivi le président international. Au Canada, Stephen Harper s'en inspire. Il faudra faire des choix pour l'avenir de nos enfants et sortir cette droite qui nous empêche d'avancer, a-t-il ajouté.

« On devrait être fiers de nos racines en tant que Québécois, métallos, fiers de notre action, de votre action ! On doit faire notre possible pour faire grandir notre syndicat, par le recrutement et les fusions, afin de laisser à nos enfants et petits-enfants un syndicat en santé, qui défendra leurs intérêts comme il l'a fait pour nous. So-So-So solidarité !!!!! »

Nancy Thibault



s femmes autochtones

plutôt la violence qu'elle a apprise. « J'ai atterri dans un foyer où j'ai appris la foudre, la haine des Québécois. Une fois, j'ai été battue, violentée. Mon seul crime à 8 ans, était que j'étais différente, j'étais autochtone et j'étais une femme », a-t-elle témoigné devant l'assemblée.

On estime que 1200 femmes autochtones ont été portées disparues ou assassinées et les femmes autochtones continuent d'être victimes de violence. Pourtant, le premier ministre

Harper continue de faire la sourde oreille aux demandes de commission d'enquête. « Harper dit que ce n'est pas un problème de société, mais de communauté. Mais, c'est bel et bien un problème de société. Il faut que ça change. Il faut que Harper parte. Seuls on n'y arrivera pas, il faut qu'on soit un peuple uni, qu'on fasse tomber les barrières, les frontières, les couleurs et les langues pour dire : 'dehors les conservateurs' », a tonné Lucie Rochon.



re sur notre histoire

Dans le deuxième tome qui couvre la période allant de 1981 jusqu'à nos jours, on constate la crise des années 1980, la grande diversification de notre syndicat qui s'est féminisé et a élargi son champ d'action dans le secteur des services. On constate aussi les luttes des dernières années sur les régimes de retraite, pour la transformation des ressources naturelles et la relance du secteur manufacturier.

Rédigé par l'historien et ancien journaliste

Martin Bisailon, ce livre saura faire vivre notre histoire auprès des nouveaux militants, pour que les valeurs qui nous animent se perpétuent et que les luttes passées éclairent celles à venir.

Tous les délégués à l'assemblée annuelle ont obtenu une copie du livre. Les sections locales et les unités qui n'auraient pas eu leur exemplaire à cette occasion peuvent contacter le bureau régional des Métallos pour avoir leur copie.



Responsabilité sociale des minières canadiennes LE CANADA SE FAIT TIRER L'OREILLE!

Les minières s'incorporent au Canada parce que les lois canadiennes et la fiscalité y sont avantageuses. Certaines se conduisent en voyous corporatifs à l'étranger, méprisant les droits de l'homme, l'environnement, les droits des travailleurs. Ce n'est pas près de s'améliorer puisque le gouvernement du Canada vient à nouveau de repousser l'idée de créer un poste d'ombudsman du secteur extractif et de permettre de poursuivre les minières canadiennes devant les tribunaux canadiens pour les exactions qu'elles pourraient commettre à l'étranger.

En novembre dernier, le ministre du Commerce international, Ed Fast, rendait publique une « Stratégie améliorée relative à la responsabilité sociale des entreprises ». Mais le document est simplement cosmétique. En dépit d'un appui populaire très important, le fédéral a décidé de ne pas créer un poste d'ombudsman indépendant pour

enquêter sur les plaintes relatives aux droits humains impliquant les activités des entreprises extractives canadiennes à l'étranger. Il renonce également à permettre de poursuivre les minières devant les tribunaux canadiens pour leurs actions commises à l'étranger.

La « stratégie améliorée » reconnaît toutefois que les entreprises canadiennes ont la responsabilité de respecter les droits humains. Mais aucun mécanisme n'est prévu pour les y obliger. Autre avancée, il y est stipulé que le gouvernement pourrait retirer son soutien politique et financier aux entreprises récalcitrantes, comme le demandaient depuis 10 ans des groupes de la société civile.

Une affaire de justice

Le fédéral fait cependant la sourde oreille devant les principales revendications de la campagne « Une affaire de justice »

lancée par le Réseau canadien pour la reddition de comptes des entreprises (RCRCE). Pourtant, quelque 100 000 Canadiens et Québécois, dont plusieurs milliers de métallos du Québec, avaient signé une carte remise au parlement demandant de créer un ombudsman du secteur extractif canadien. En octobre 2014, le projet de loi privé C-584, qui allait dans ce sens, avait reçu l'appui de tous les partis d'opposition au Parlement, mais il avait été défait par le gouvernement lors du vote.

Tant que le Canada ne permettra pas d'enquêtes indépendantes sur les activités des entreprises canadiennes à l'étranger, ni le recours aux tribunaux canadiens, cette Stratégie pour la responsabilité sociale des entreprises (RSE) ne sera que du vent. Le Syndicat des Métallos a participé à une activité de lobbying à ce sujet organisée en février dernier sur la colline parlementaire.



Ce travailleur mexicain est membre de l'exécutif de la section locale 309 de Los Mineros, chez Excellon Resources. Il regarde avec attention la carte postale de la campagne « Une affaire de justice » après avoir rencontré une délégation des Métallos canadiens. Les travailleurs d'Excellon ont choisi de se syndiquer devant les mauvaises conditions de travail ayant entraîné la mort de trois travailleurs depuis 2010. Utilisant tous les stratagèmes antisyndicaux possibles, menaces, représailles, intimidation, congédiements, l'entreprise a réussi à faire imposer un vote d'allégeance syndicale dans la mine entre la section locale 309 et deux autres syndicats propatronaux, que Los Mineros a perdu par un vote. Après le scrutin, Excellon a congédié la cinquantaine de partisans de Los Mineros. Le dossier est toujours devant les tribunaux mexicains. Une plainte a aussi été déposée auprès du Bureau du conseiller en responsabilité sociale des entreprises (RSE) extractives du Canada. Mais celle-ci est tombée, lorsque la minière a décidé de se retirer du processus de plainte.



Décès de Guy Farrell

adjoint au directeur québécois

Un grand syndicaliste s'éteint

La grande famille métallo est en deuil. Le 29 janvier dernier, l'adjoint au directeur québécois des Métallos Guy Farrell est décédé à l'âge de 58 ans.

Ce grand gaillard à la voix de stentor et au cœur d'or a marqué sa famille syndicale, par son militantisme, son courage, sa combativité. Toujours prêt à détendre l'atmosphère, il s'intéressait aux gens, à leurs familles, à ce qu'ils vivaient.

« C'est un grand syndicaliste et, surtout un homme de cœur, qui nous quitte. J'ai eu la chance de travailler à ses côtés pendant une quinzaine d'années, et plus particulièrement depuis 2007 et j'ai beaucoup apprécié. C'était une force de la nature au cœur tendre. Il aimait son syndicat, il était très près des membres, toujours prêt à les défendre bec et ongles », a témoigné le directeur québécois des Métallos, Daniel Roy.



Du café Tim syndiqué à Sept-Îles !

Les travailleuses et travailleurs des quatre restaurants Tim Hortons de Sept-Îles ont choisi de joindre les rangs du Syndicat des Métallos.

Il s'agit d'une percée puisqu'aucun restaurant Tim Hortons n'était syndiqué auparavant. *« Ces femmes et ces hommes demandent simplement du respect. Ils travaillent dur, sont payés à peine plus que le salaire minimum. Chaque jour, ils sont par exemple tenus de faire du bénévolat pour leur employeur lorsqu'ils comptent leur caisse à l'extérieur du temps de travail. C'est un secteur où les travailleurs peuvent grandement bénéficier de la syndicalisation. Ça peut*

faire toute la différence », illustre le coordonnateur régional des Métallos pour la Côte-Nord, Dominic Lemieux.

La propriétaire de deux des Tim Hortons a réagi en sauvage, faisant régner un climat de terreur dans les restaurants. *« Elle a embauché son conjoint et ce dernier est arrivé à la réunion syndicale en disant qu'il voulait se présenter comme président du syndicat. C'est clairement de l'ingérence dans les affaires du syndicat »,* illustre le représentant syndical Gilles Ayotte.

De plus, cette propriétaire a modifié les conditions de travail depuis la syndicalisation, ce qui est illégal en vertu du Code du travail. *« Les*

travailleuses et travailleurs n'ont même plus le droit de boire une gorgée d'eau ou d'aller aux toilettes. Ils coupent des heures aux travailleurs qui ont plus d'ancienneté pour en donner aux derniers arrivés. Les salariés sont obligés de faire la file avec les clients pendant leur temps de dîner et n'ont plus que quelques minutes pour manger », explique le président de la section locale 7065, Nelson Breton, notant qu'une travailleuse enceinte avait été congédiée.

Des plaintes ont été déposées à la Commission des relations du travail (CRT). Les Métallos veilleront à ce que ces travailleuses et ces travailleurs se fassent respecter.

Originaire de Montréal, ce Québécois aux racines irlandaises a commencé à travailler chez Dominion Bridge en 1974, à l'âge de 17 ans, où il a pratiqué le métier de soudeur-assembleur. Il s'est rapidement impliqué syndicalement et est devenu président de la section locale 2843 des Métallos en 1990. Il a mené avec brio la bataille pour la survie de l'usine en 1998. Devenu permanent syndical chez les Métallos en 2001, il était adjoint au directeur québécois depuis 2007.

Lors de la 50^e assemblée annuelle en novembre à Montréal, Guy Farrell s'était adressé aux membres dans un touchant discours « *Lorsqu'on négocie une convention, défend un grief, plaide un dossier d'accident de travail... On a une influence dans la vie des gens. [...] N'arrêtez jamais de vous battre !* » Chaudement applaudi par la salle, plusieurs intervenants ont salué son apport à la vie syndicale. Le président international avait notamment souligné les grandes batailles qu'il a menées, dont celle pour les lockoutés d'Alma.

Il laisse dans le deuil son épouse Julie et ses deux fils Francis et Kevin. Les membres de sa famille et « sa meute », comme il appelait les membres de son entourage syndical, se sont réunis pour lui rendre un ultime hommage le 7 février dernier. Pour son dernier tour de piste, on peut dire que Guy avait encore une fois bien mobilisé : la salle était bondée et les bons souvenirs affluaient.

Salut Guy ! Merci pour tout !

Fusion du STT avec les Métallos

Le Syndicat des travailleurs(euses) des télécommunications a choisi de se fusionner l'automne dernier avec le Syndicat des Métallos, à la suite d'un vote référendaire majoritaire dans une proportion de 74 %. C'est donc 12 000 travailleurs et travailleuses notamment à l'emploi de compagnies de télécommunications comme Telus et Shaw qui joignent ainsi les rangs de notre syndicat. Au Québec, le STT compte 2200 membres. On retrouve sur la photo, de gauche à droite Hans Woosy-Balan, agent d'affaires, Isabelle Miller, vice-présidente et Pierre-Richard Joseph, agent d'affaires. Bienvenue dans la grande famille métallos !



Bienvenue aux nouveaux métallos de

Brenntag Canada, Agence de sécurité Pro-Est, Garda, Les services alimentaires Monchâteau, Comfort Inn (Chicoutimi, Rouyn-Noranda, Val-d'Or, Sept-Îles, Baie-Comeau, Brossard), Sécurité Francheville, Trimax Sécurité, Pizza Hut, Maxi Sécurité et Protection, Neptune Sécurité, Canfitel, Gestion Léonali, WelcomInns Sainte-Thérèse, Métallurgie Brasco, IN4 Gardiennage & Sécurité, Pompiers de l'usine de Rio Tinto Alcan, Tim Hortons de Sept-îles, Agence PGS.



ArcelorMittal se globalise: les syndicats se solidarisent

Il y avait foule à Montréal pour la rencontre des délégués des sections locales d’ArcelorMittal en Amérique du Nord. Les délégués ont échangé au sujet des enjeux actuels et à venir, dont au premier rang la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées.

Plus d’une centaine de délégués de sections locales provenant d’installations d’ArcelorMittal partout en Amérique du Nord se sont réunis à Montréal le 21 janvier. Les délégués représentant 26 000 travailleurs au Canada, aux États-Unis ainsi qu’au Mexique, membres des Métallos et de Los Mineros ont discuté du contexte économique de l’acier, des enjeux communs à l’entreprise ainsi que des négociations en cours dans les différents milieux de travail.

«Les compagnies sont globalisées, le syndicat doit aussi globaliser ses solidarités.

«En collaborant sur les enjeux communs, on peut aussi dégager des solutions communes»

Daniel Roy

C’est comme ça que nous pourrions leur faire face. Une compagnie comme ArcelorMittal doit savoir que s’il y a une bataille par exemple à Contrecoeur, ce sont les syndiqués de partout qui se tiendront

les coudes. C’est le seul langage que ces compagnies comprennent», a lancé le président international des Métallos, Leo Gerard, dans son allocution d’ouverture aux militants syndicaux des usines d’ArcelorMittal en Amérique du Nord.

«Lorsque nous échangeons sur les enjeux dans chacune de nos sections locales, on voit qu’ils se ressemblent beaucoup : on parle de sous-traitance, de régime de retraite, de santé et sécurité et bien sûr de salaires. En collaborant sur les enjeux communs, on peut aussi dégager des solutions communes», fait valoir le directeur québécois des Métallos, Daniel Roy.

CONTRATS • CONTRATS • CONTRATS • CONT

Tranches Polycor – St-Sébastien

Les 32 salariés de l’usine de Tranches Polycor, section locale composée 9153, ont accepté un contrat de 4 ans. Ceux-ci ont obtenu un montant forfaitaire à la signature du contrat et des augmentations de salaire pour 2014, 2015 et 2016. L’instauration d’une clause de préretraite, l’ajout d’un congé férié et l’augmentation de la part de l’employeur au REER du Fonds de solidarité FTQ font aussi partie des gains obtenus par les travailleurs.

Tuiles Polycor – St-Sébastien

Les 18 travailleurs et travailleuses de l’usine de Tuiles Polycor ont ratifié une première convention collective d’une durée de 3 ans (sl composée 9153). Le salaire de ces syndiqués sera indexé en fonction de l’IPC en 2014, 2015 et 2016. Ces derniers auront également droit à un rattrapage salarial de 0,05 \$ l’heure pour 2014, 0,10 \$ en 2015 et 0,15 \$ en 2016. Une clause de préretraite, l’addition d’un congé férié et

l’augmentation de la part de l’employeur au REER du Fonds de solidarité FTQ complètent ce premier contrat de travail.

Régitex – St-Joseph-de-Beauce

La cinquantaine de syndiqués (sl composée 9153) de l’usine de fabrication de fil Regitex en Beauce ont approuvé un contrat de 5 ans. Outre les augmentations de salaire, la prime de nuit est majorée et une prime de polyvalence ainsi qu’une prime de soir sont créées.

Victor Innovatex – St-Georges et Beauceville

Les 80 métallos à l’emploi de Victor Innovatex à Saint-Georges (sl 9153) ont ratifié une nouvelle convention collective de travail de 6 ans qui met en place des primes de classe et une prime de quart de soir. Le bonus de production a été aboli et l’équivalent sera dorénavant inclus dans le salaire horaire. Les 22 syndiqués de l’usine de Beauceville, également membres de la section locale 9153 ont conclu un contrat similaire,

qui prévoit également l’abolition des horaires de travail rotatifs.

Attraction – Lac Drolet

Les 55 travailleurs à l’emploi d’Attraction ont ratifié un contrat de 6 ans. Les classes et les échelons ont été réaménagés et le nombre d’échelons a diminué, permettant aux syndiqués d’atteindre le maximum de l’échelle salariale en un an. Attraction se spécialise dans la fabrication et l’identification de vêtements promotionnels dont une ligne, Ethica, est entièrement fabriquée au Canada.

La mine du Lac Bloom EN SUSPENS

Flambant neuve, la mine du Lac Bloom de Cliffs ressources naturelles inaugurée en 2010 est aujourd'hui en processus de fermeture. Cela représente quelque 600 pertes d'emplois de qualité sur la Côte-Nord (en incluant les travailleurs du quai de Pointe-Noire à Sept-Îles).

Avec la chute du prix du fer, la minière opérant la mine à perte. Le démarrage de la phase 2 du projet de Lac Bloom près de Fermont aurait permis de réduire les coûts de production, mais elle a plutôt choisi de cesser ses opérations. Seul espoir pour les 600 syndiqués métallos: une éventuelle

vente à une compagnie prête à investir en cette période de tempête.

« On sait qu'il y a des discussions avec un repreneur potentiel et que ce n'est pas facile. Québec doit tout faire pour sauver ces emplois qui apportent beaucoup à l'économie de la région », fait valoir le coordonnateur régional des Métallos sur la Côte-Nord, Dominic Lemieux.

Au début des années 2000, quand Québec Cartier Mining était en difficulté, Québec avait investi 200 millions. En plus de faire un bon placement, le



Le président de la sl 9996 représentant les travailleurs de la mine du Lac Bloom, Steven Dufour.

gouvernement a sauvé 2000 emplois directs et 4000 emplois indirects. « Il faut aujourd'hui réfléchir de la même manière. On continue de mettre de la pression et on va s'organiser pour maintenir les liens d'emploi en cas de fermeture ou de faillite », ajoute Dominic Lemieux.



BOURSES D'ÉTUDE DE 1000 \$

Jusqu'à six bourses sont accordées au Québec à des élèves qui ont terminé leur secondaire et souhaitent poursuivre leurs études.

Téléchargez le formulaire d'inscription sur le site Internet www.metallos.org dans l'onglet à droite.

Date limite des candidatures : 30 juin.

RATS • CONTRATS • CONTRATS • CONTRATS

Exo-S - Richmond
C'est en octobre dernier que les 189 métallos d'Exo-S (anciennement Camoplast) ont accepté à 81 % un nouveau contrat de travail. D'une durée de 3 ans, l'entente prévoit des augmentations de 2 % par année ainsi qu'une bonification des primes de soir et de nuit. Les travailleurs ayant 35 ans d'ancienneté et plus auront droit à de meilleures primes de vacances. Pour ce qui est des assurances collectives, l'employeur assumera désormais en

totalité les frais reliés aux soins de la vue, chaque 2 ans. Exo-S fabrique des pièces de thermoplastique moulées principalement destinées au secteur automobile.

WelcomInns - Boucherville

La vingtaine des travailleuses et travailleurs de la réception et l'entretien ménager ont signé un nouveau contrat de travail. L'ajout d'une journée de maladie et une majoration du salaire horaire de 13,5 % sur 5 ans font partie des gains obtenus lors de la négociation.

Besser Proneq - Mascouche

Les trente employés de la section locale 7625 ont obtenu des augmentations salariales de 2 % la première année et 2,5 % pour chacune des deux années suivantes. Le montant alloué pour les équipements de protection individuelle est bonifié. Les augmentations salariales seront rétroactives au 1^{er} novembre 2014.

Parker filtration Canada - Laval

Les 50 travailleurs de Parker filtration Canada (sl 2008) ont signé un contrat de

5 ans. Pour la première année, les travailleurs auront droit à un montant forfaitaire équivalant à 2 % de leur salaire, des hausses de 2 % par année suivront pour la seconde et troisième année du contrat, les salaires augmenteront ensuite de 2,5 % pour la quatrième et la cinquième année. Les outils fournis par les travailleurs seront remplacés par l'employeur. Les masques à souder seront remboursés par l'employeur et remplacés aux 3 ans. Les syndiqués obtiennent une majoration progressive du montant accordé pour

les lunettes de sécurité de prescription. Le montant accordé pour l'achat de bottes de travail passe quant à lui de 130 \$ à 150 \$.

Hôtel Le Manoir - Baie-Comeau

La trentaine de travailleurs de l'Hôtel Le Manoir de Baie-Comeau (SL 7065) ont approuvé le renouvellement de leur contrat de travail prévoyant des hausses de salaire de 3 % par année et un rattrapage salarial pour certains postes en fonction des salaires comparables dans l'industrie de l'hôtellerie.

La bière en bouteille a bien meilleur goût!

Appuyons les confrères métallos de la section locale 9176, chez Crown (aussi propriétaire des croisières Carnival), en grève depuis septembre 2013.

Ils luttent contre deux échelles de salaire et des réductions majeures de leurs conditions de travail.

La plupart des canettes de bières vendues au Québec sont fabriquées par des scabs à l'usine de Toronto, comme il n'y a pas de loi anti-briseurs de grève en Ontario.

Mais les bouteilles, elles sont faites par des métallos du Québec.



convention du service poste-publication no. 40063037

Convention du service
poste-publication no.4006307
Retourner les articles non-distribuables
au Syndicat des Métallos (FTQ)
565, boul. Crémazie Est, Bureau 5100
Montréal, Québec, H2M 2V8

Changement d'adresse :
Svp contacter
Roseline Mongeon
au numéro sans frais 1-800-361-5756
ou par courriel
rmongeon@metallos.ca